

100 sur la mélasse? Les gens qui n'ont plus maintenant les moyens d'acheter du sucre devront employer la mélasse sur laquelle il y a une taxe de vente de 6 p. 100.

L'hon. M. RHODES: Je crois pouvoir répondre à cette question immédiatement et avec beaucoup de certitude. Nous ne pourrions, je crois, imposer une seule taxe sur toute denrée sans qu'il y ait des protestations.

M. POULIOT: Un mot seulement, monsieur l'Orateur. Dans ma propre ville de la Rivière-du-Loup, un certain nombre de marchands de sucre...

M. L'ORATEUR: A l'ordre!

Quelques MEMBRES: A l'ordre!

L'hon. M. RALSTON: A l'appel de l'ordre du jour, monsieur l'Orateur...

M. L'ORATEUR: L'ordre du jour n'a pas encore été appelé.

QUESTIONS

(Les questions auxquelles il a été répondu de vive voix sont marquées d'un astérisque.)

BUREAU DE POSTE DE GRANBY, P.Q.

M. TETREAULT demande:

1. Un système de chauffage a-t-il été installé dans le bureau de poste de Granby, Québec?
2. Si tel est le cas, quand?
3. Quel a été le coût total de l'installation?
4. Qui a vendu l'appareil de chauffage au gouvernement, et qui en a fait l'installation?

L'hon. H. A. STEWART (ministre des Travaux publics):

1, 2, 3 et 4: Alex. MacKay & Co., Montréal, a fourni et installé un système de chauffage à l'eau chaude pour une somme de \$1,080 à l'époque de la construction de l'édifice en 1903. Lorsque l'annexe fut construite en 1921, on a remplacé les deux vieilles bouilloires par des nouvelles achetées de Steel & Radiation Ltd., Montréal, pour la somme de \$781; elles furent installées par R. A. Butterworth, de Granby pour \$172. En mars 1929, un brûleur à l'huile fut installé sur ces bouilloires par Alonzo Lemieux de Granby pour une somme de \$900.

INSPECTION DE LA RADIOPHONIE DANS PICTOU

M. DUFF demande:

1. Qui est inspecteur de la radiophonie dans le comté de Pictou?
2. Quand a-t-il été nommé?
3. Qui l'a proposé pour cette charge?
4. Quel est son traitement ou son indemnité?
5. Quelles sont les fonctions et quelle est la charge de D. R. Sutherland, de Pictou, dans le service de la radiophonie.
6. Sur proposition de quelle personne a-t-on retenu les services de M. Sutherland?

L'hon. M. DURANLEAU (ministre de la Marine):

1. George Brownrigg.
2. Le 7 octobre 1932.
3. L'honorable député de Pictou.
4. Une commission de 10c. pour chaque permis dont la vente lui est attribuable dans le comté de Pictou.
5. Vendeur de permis pour postes de réception.
6. M. George Brownrigg.

QUESTIONS TRANSFORMEES EN ORDRES DE DEPOT DE DOCUMENTS

BRISE-LAMES DU PORT DE GLACE-BAY

Par M. DUFF:

1. Quel a été le coût des matériaux fournis pour la construction d'un brise-lames sur la rive sud, au port de Glace-Bay en mars 1932?
2. A-t-on fait un appel de soumissions pour la fourniture de ces matériaux?
3. Quel ou quels marchands de bois ont fourni les matériaux, et à quel prix?
4. L'entrepreneur, feu Neil N. MacDonald, avait-il pleins pouvoirs pour l'achat des matériaux, ou le ministre des Travaux publics a-t-il donné des commandes pour ces matériaux, ou ceux-ci ont-ils été fournis sans consulter M. MacDonald?
5. Quelle partie du brise-lames projeté a-t-on parachevée, et a-t-on l'intention de construire une autre annexe?

DRAGUE NEW-WELLAND

Par M. GARDINER:

1. Quels sont les propriétaires de la drague, *New-Welland*?
2. Depuis quand en sont-ils propriétaires?
3. Quel ouvrage cette drague a-t-elle exécuté, directement ou indirectement, pour l'Etat: a) avant le 28 juillet 1930, b) après le 28 juillet 1930?
4. Quels paiements a-t-on faits pour cet ouvrage?
5. A qui a-t-on versé ces paiements?
6. A quelles dates a-t-on fait ces paiements?

TRAVAUX DE DRAGAGE EXÉCUTÉS PAR J. P. PORTER & SONS

Par M. GARDINER:

1. Quels travaux de dragage J. P. Porter & Sons Limited, ont-ils exécutés directement ou indirectement pour l'Etat canadien du 1er avril 1928 au 28 juillet 1930?
2. Quelles sommes a-t-on versées pour ces travaux?
3. A qui ces paiements ont-ils été faits?
4. A quelles dates ces paiements ont-ils été faits?

DEMANDES DE DOCUMENTS

SERVICE POSTAL DE POINTE-AU-BARIL, ONT.

Par M. HURTUBISE:

Copie de tous télégrammes, correspondance, lettres, pétitions, rapports et autres documents que le gouvernement a en sa possession depuis 1930 au sujet du service postal entre la Pointe-au-Baril, Ontario, et la station du chemin de fer.